

Services pour enfants. Lutter contre la pauvreté, favoriser le bien-être

**Coordination des bonnes pratiques entre les organismes
et participation des enfants en Belgique, au Danemark,
en France, Finlande, Islande, Irlande et Espagne**

ESN est le réseau indépendant des services sociaux en Europe. Notre mission est de contribuer à changer la vie des personnes les plus vulnérables dans la société par la fourniture de services sociaux de qualité. Nous réunissons les intervenants clés de la conception et de l'offre d'aide et de soins vitaux au niveau local afin qu'ils apprennent les uns des autres et contribuent par leurs expériences et expertise à la mise en place d'une politique sociale européenne et nationale efficace.



Introduction

Dans le cadre de la stratégie Europe 2020, la Commission a prévu de publier une Recommandation de l'Union européenne sur la pauvreté et le bien-être des enfants. ESN espère que celle-ci donnera une visibilité aux enfants vulnérables dans le cadre de l'objectif général de sortir 20 millions de personnes de la pauvreté et de l'exclusion sociale, et des politiques communautaires relatives au décrochage scolaire précoce (également un des objectifs d'Europe 2020), à l'éducation et à l'accueil de la petite enfance (EAPE).

Dans ce contexte, ESN s'efforce d'assurer la reconnaissance de l'importance d'un travail coordonné entre les services travaillant avec les enfants et de la participation des enfants aux décisions qui affectent leur vie. Dans ce but, ESN a organisé le séminaire intitulé "Investir dans les enfants" en novembre 2011, lequel a exploré les relations entre les services d'EAPE et les services spécialisés pour enfants, comme les services de protection infantile, et leurs conséquences sur la réduction de la pauvreté et l'amélioration du bien-être des enfants.

Les services sociaux ont la responsabilité particulière de protéger les enfants, qui est fixée dans la législation de nombreux pays. En outre, leur travail influe sur la vie des enfants de plusieurs façons, par le biais du soutien aux enfants, aux parents, aux soignants et à la communauté en général dès l'enfance, par l'éducation, et jusqu'à l'âge adulte. Ce rôle donne aux professionnels des services sociaux des indications précieuses sur la vie des enfants, en particulier les plus vulnérables. Les services sociaux sont par dessus tout soucieux de mettre l'intérêt supérieur de l'enfant, tel qu'il est décrit dans l'article 3 de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, avant d'autres considérations et de fournir des soins et un soutien rapides, efficaces et dévoués. Les services sociaux ont à cœur de garantir l'égalité des chances de tous les enfants, indépendamment de leur situation de vie et de leur origine ethnique, de leur confession ou de leur handicap.

Les membres d'ESN dans les différents pays sont responsables d'une panoplie de services universels et spécialisés destinés aux enfants et aux familles. Soutenir et aider les enfants issus de milieux défavorisés à réaliser leur potentiel est un des domaines les plus ambitieux du travail social. Les services sociaux à travers l'Europe travaillent avec des enfants vulnérables, des enfants qui n'ont pas de bons résultats à l'école, qui sont pris en charge par l'État ou sortent d'institutions, qui ont des besoins spéciaux en matière de santé et d'éducation et des enfants demandeurs d'asile non accompagnés. Par conséquent, les services publics locaux d'aide sociale font partie des principaux garants des droits des enfants vulnérables.

ESN a demandé à ses membres des exemples de bonnes pratiques dans deux domaines clés : le travail multidisciplinaire entre les services sociaux, d'éducation et de santé et la participation des enfants à la prise de décisions locales qui touchent leur vie.

2. Travail pluridisciplinaire entre différents services qui s'occupent d'enfants

Les principaux services devraient être bien coordonnés pour que les professionnels comprennent bien ce que chaque service offre, comment aider un enfant et sa famille à avoir accès à la gamme complète de services et aient la confiance nécessaire pour travailler avec les professionnels d'autres services. Les besoins d'un enfant peuvent rarement être rencontrés par un seul service, de sorte que tous les acteurs doivent travailler ensemble, en particulier dans les cas où un enfant provient d'un milieu défavorisé et fait face à de multiples problèmes de santé, de revenu, de comportement / structure de famille, de logement, etc.

2.1. Services intervenant auprès des jeunes à risque de délinquance

Aarhus, Danemark

Adresse e-mail: Søren Frost, sfro@aarhus.dk

Dans la municipalité d'Aarhus (membre d'ESN), plusieurs services locaux coopèrent en vue d'améliorer le travail avec les enfants et les jeunes les plus vulnérables susceptibles de commettre des infractions.

Un de ces projets de coopération est le SSP (écoles, services sociaux et police), qui se base sur un programme national. Il met l'accent sur les décisions stratégiques en matière de prévention de la criminalité chez les jeunes à risque. Ces discussions se font principalement par le biais de :

- ≈ sept forums locaux de prévention de la délinquance, où les travailleurs de rue, les assistants sociaux et les policiers traitent et coordonnent les dossiers initiaux des groupes et des individus dans les communautés locales
- ≈ programmes d'urgence et de sensibilisation élaborés dans les écoles
- ≈ et des interventions coordonnées avec les services sociaux.

De même, le projet PSP (services psychiatriques, services sociaux et de police) est un forum qui traite des cas de personnes chez qui les troubles psychiatriques engendrent des comportements dangereux.

Plusieurs autres projets de coopération à Aarhus visent également à réduire la délinquance juvénile :

- ≈ Dans l'équipe Délinquance juvénile, les services sociaux et la police travaillent ensemble sur les cas où des jeunes sont accusés d'avoir commis des crimes graves. Il s'agit d'une expérimentation d'un modèle né au Royaume-Uni.
- ≈ Le programme Sortie, destiné aux membres de gangs est un projet qui vise à aider les jeunes à quitter un gang. Via un partenariat, le programme assure la sécurité, donne un logement et un revenu aux anciens membres du gang.
- ≈ La force de police du Jutland oriental, le département de l'enfance et de la jeunesse (crèches, écoles et loisirs), le ministère des Services sociaux et de l'Emploi et la police du Jutland oriental ont un projet commun, qui vise à prévenir la radicalisation des jeunes. Ce projet offre des conseils aux travailleurs sociaux de première ligne et aux bénévoles, mène des enquêtes et procède à des évaluations des risques, et facilite les contacts entre les mentors et les jeunes à risque de radicalisation.

2.2. Services sociaux, d'éducation et de santé intégrés à l'échelon local, Lieu d'accueil parents-enfants "Roule Bonhomme" à Mainvilliers, Eure et Loir, France

Adresse e-mail: Marie Paule Martin Blachais, direction-generale@giped.gouv.fr

Le LAEP "Roule Bonhomme" est une structure innovante qui réunit des professionnels travaillant pour divers services complémentaires au niveau local, de façon à fournir un programme d'éducation à tous les enfants (âgés de 0 à 4 ans). La participation est entièrement gratuite et volontaire. Tout enfant peut participer (accès universel), mais le programme est adapté aux spécificités de chaque enfant (intensité progressive en fonction des besoins). Parce que le partenariat créé par le programme est très fort et innovant, il est considéré comme un exemple de bonne pratique en France sur le plan de la coopération entre les services.

"Roule Bonhomme" a été fondé dans le cadre plus large d'un programme de rénovation urbaine à Mainvilliers, Eure-et-Loir en 1992. Initialement conçu comme un moyen pédagogique d'aider les enfants en situation de carences éducatives et / ou dont l'environnement fournissait peu de stimulation, il a développé de nouvelles missions pour ajouter les questions parentales. Son objectif est de développer la relation parent / enfant à travers la communication et le jeu, de manière à encourager la diversité sociale, ethnique et culturelle. Les relations avec les pairs (entre les parents ainsi qu'entre les enfants) sont un facteur essentiel.

Cette structure garantit :

- L'anonymat et la confidentialité des bénéficiaires
- La participation des adultes sur une base volontaire
- Une équipe de professionnels neutres, qui ne portent pas de jugement
- L'absence d'objectifs thérapeutiques

Le projet a reçu la certification LAEP (lieu d'accueil enfant-parent) de la CAF (Caisse d'Allocation Familiale) en 2006, avec laquelle elle a depuis une convention (renouvelée en 2008).

L'équipe est pluridisciplinaire et met en évidence la coopération interservices qui a donné naissance à cette initiative : un éducateur de jeunes enfants travaillant pour la PMI locale (services de santé mère-enfant au niveau du département) supervise le programme éducatif pendant les périodes d'activité, une infirmière pour les jeunes enfants, également de la PMI, est présente à chaque deuxième session, deux travailleurs sociaux de la CAF sont là trois fois par mois, deux TISF (techniciennes en intervention sociale et familiale) d'une association locale, deux professionnels qualifiés du département de pédopsychiatrie d'un hôpital local sont disponibles selon les besoins des utilisateurs, un psychologue et un conseiller pédagogique du système scolaire national viennent périodiquement pour assurer la communication avec les écoles.

Au total, il y a trois adultes constamment présents à chaque séance et l'équipe au complet se réunit pour la supervision et l'évaluation. Des séances d'analyse des pratiques dirigées par un psychologue ont lieu six fois par an. En outre, un comité de pilotage comprenant l'ensemble des différents services concernés se réunit régulièrement.

2.3. Coopération ouverte préliminaire dans les services

Site web de l'Institut finlandais de la Santé et de l'Aide sociale (THL): <http://www.thl.fi/thl-client/pdfs/d4782cad-3b09-471b-b80c-bb42f6f07ee6>

“Il n'est jamais trop tôt pour être ouvert, pour coopérer et encourager le dialogue”.

Ce programme se base sur une coopération ouverte préliminaire entre les professionnels, et fait intervenir les enfants et les familles.

Les principes de base du réseau dialogique ont été utilisés dans un programme de développement à long terme dans deux municipalités finlandaises : Rovaniemi, une ville de taille moyenne de Laponie, et Nurmijärvi, une ville rurale du sud de la Finlande. Les méthodes ont été élaborées en collaboration avec les décideurs, les praticiens et les clients locaux pendant six ans. Le programme est à présent mis en œuvre dans tous les secteurs concernés par le travail avec les enfants, les adolescents et les familles. Il fait intervenir les services sociaux dont les services de garderie, de santé (y compris les cliniques universelles maternelles et infantiles finlandaises et les services de santé scolaire), les services éducatifs, y compris l'éducation de la petite enfance et les écoles, ainsi que les services à la jeunesse. Il est intégré dans la stratégie politique municipale et est dirigé par une équipe de chaque directeur de secteur (?). Un coordinateur à temps plein permet de relier les activités verticalement et horizontalement. Un pool d'animateurs formés regroupe divers professionnels et usagers de services en séances de réseau dialogique.

Le modèle se base sur les principes du réseau dialogique¹, qui met l'accent sur l'écoute du point de vue à la fois du client et du partenaire de coopération. L'expression libre des préoccupations professionnelles de la personne et de la demande d'aide du parent et d'autres professionnels est guidée par le modèle du "Taking up your worries" développé par Tom Erik Arnkil et Esa Eriksson dans l'équipe VerDi du l'Institut finlandais de la Santé et de l'Aide sociale (THL)². Tout le personnel a été formé aux méthodes de base du "Taking up your worries" et à d'autres méthodes modernes de dialogue. La formation continue veille à ce que les nouveaux employés apprennent ces formes de coopération.

Le programme est maintenant proposé à d'autres municipalités, dans l'idée qu'elles dialoguent pour apprendre avec Nurmijärvi et de Rovaniemi, et soient soutenues par l'équipe de Verdi.

2.4. Comités locaux de services pour enfants (Irlande)

Site web: <http://www.dcy.gov.ie/viewdoc.asp?DocID=1394&mn=chid&nID=6>
[http://www.dcy.gov.ie/documents/publications/CS_handbook\[ENGLISH\]lowres.pdf](http://www.dcy.gov.ie/documents/publications/CS_handbook[ENGLISH]lowres.pdf)

Le premier comité de services pour enfants regroupant plusieurs organismes en Irlande a été créé en 2007 dans le cadre de la Stratégie nationale pour les enfants. Il s'agissait d'encourager l'amélioration de la vie des enfants et des familles grâce à une meilleure activité, planification et coopération entre les organismes. Il y a à présent 13 comités de ce

¹ Ces derniers sont décrits dans l'ouvrage : “*Dialogical Meetings in Social Networks; Systemic Thinking and Practice*, de Jaakko Seikkula et Tom Erik Arnkil, 2006

² Voir par exemple Arnkil TE: *Early intervention - anticipation dialogues in the grey zone of worry*

type en place et l'objectif est d'en avoir 20 d'ici la fin de l'année 2012 et, finalement, un dans chaque zone de développement de ville/ comté, dont les frontières sont les mêmes que les autorités locales. Toutes les grandes institutions œuvrant en faveur des enfants et des jeunes (0-18) devraient être représentées au sein du Comité des services aux enfants.

L'Agenda pour les services à l'enfance est l'organisme gouvernemental qui a influencé l'orientation des Comités des services à l'enfance. Il identifie les résultats nationaux en ce qui concerne les enfants et contribue à leur réalisation, en coopérant avec les organismes membres, en identifiant les besoins et les priorités locales, ainsi qu'en élaborant un plan de travail avec des objectifs, des indicateurs et des actions précis.

2.5. Travail pluridisciplinaire entre les services sociaux, d'éducation et de santé destinés à la petite enfance –Espai Familiar Caixa Del Colors, Diputacion de Castellon, Espagne
Adresse e-mail: Vicenta Conde Ansuategui, vicenta_conde@hotmail.com

Le Espai Familiar, soutenu par la Diputación de Castellón (membre d'ESN) s'adresse aux familles avec enfants de 9 mois à 3 ans qui ne sont pas inscrits à l'école. Il offre un lieu où les familles elles-mêmes peuvent se rencontrer, mais aussi des professionnels de 3 secteurs différents : des services sociaux, d'éducation et de santé qui peuvent les aider à résoudre leurs problèmes et apaiser leurs doutes concernant l'éducation de leur enfant. L'objectif principal du centre est d'aider les familles à résoudre de la façon la plus autonome possible les problèmes qu'elles peuvent rencontrer dans l'éducation de leurs enfants. Pour ce faire, le centre permet aux familles de trouver un soutien par les pairs et leur donne accès à des ressources éducatives, sanitaires et sociales.

L'Espai est soutenu par le ministère régional de l'Education et de l'Université, le ministère régional de la Protection sociale, en plus de professionnels de l'action sociale travaillant dans les services de crèche, des familles, du travail social et des services pédiatriques. Les professionnels travaillant à Espai proviennent de différents milieux professionnels : éducateurs et enseignants, psychologues, pédiatres et infirmières et travailleurs sociaux.

Les familles sont issues de milieux socio-économiques et culturels divers. La plupart choisissent Espai familiar parce qu'elles sont très concernées par les premières années d'apprentissage de leur enfant. La crise économique a fait que les parents qui disposent d'un revenu très faible, mais qui ont beaucoup de temps libre se sont tournés vers l'Espai parce qu'ils ne savent pas comment soutenir au mieux l'éducation de leur enfant. Certaines familles fréquentent également l'Espai après que des services de pédiatrie, des services spécialisés de travail avec les familles et des services de garde d'enfants les y ont envoyées. L'Espai aide également les familles à risque, comme les femmes victimes de violence et les mères adolescentes. Le soutien aux familles à risque est apporté avec discrétion et confidentialité. Toutes les familles parlent les unes aux autres et ont des rapports d'égaux.

3. Participation des enfants

Les services sociaux sont soucieux d'informer et de consulter l'enfant et le parent ou le tuteur sur leur situation, les processus de prise de décisions qui les concernent et des soins et aides qui sont disponibles. En outre, la participation est un des principes directeurs de l'art. 12 de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (CDE). Par conséquent, la participation des enfants dans tous les domaines de l'élaboration des politiques qui les concernent devrait être encouragée à différents niveaux de gouvernement. Il devrait y avoir une formation valable pour les professionnels qui travaillent avec les enfants afin de faciliter la participation significative des enfants dans l'élaboration des politiques. ESN reconnaît aussi qu'il est tout aussi essentiel de mettre en œuvre le droit de l'enfant à se livrer à des activités récréatives, de loisirs et culturelles en conformité avec l'art. 31 de la CDE des Nations Unies. Comme nous le verrons, ce droit est appliqué par les membres d'ESN dans divers pays européens, comme la Belgique.

3.1. Participation des jeunes à la prise de décision à Aarhus, Danemark

Site web : www.ungebyraad.dk

E-mail : ungebyraad@ungebyraad.dk

En 2007, la municipalité d'Aarhus a dans un premier temps mis en place un conseil municipal des jeunes rudimentaire pour associer les jeunes aux questions les concernant dans la ville. Depuis lors, 31 jeunes de 13 à 17 ans sont élus chaque année au conseil municipal des jeunes. L'objectif principal a été d'impliquer les jeunes citoyens dans les questions quotidiennes qui les concernent, comme les écoles, les loisirs, la santé et la culture. Aarhus dispose ainsi d'un espace de discussion officiel dans lequel elle peut obtenir un point de vue différent sur les questions qui touchent les enfants et les jeunes, lequel peut être entendu et discuté lors des réunions du conseil municipal.

Le conseil municipal des jeunes est une partie consultée officiellement dans les décisions et chaque année, il envoie jusqu'à 4 propositions au conseil, qui est obligé d'en discuter. Il élit son propre maire des jeunes, qui rencontre le maire d'Aarhus régulièrement. Il se compose de 31 membres élus par chacune des 9 zones scolaires d'Aarhus (chaque zone scolaire ayant 3 ou 4 représentants) et se réunit cinq fois par an. En outre, les membres ont une réunion commune avec le conseil municipal des adultes une fois par an.

3.2. Manuel "We believe in you, so should you"

Site web de l'Institut finlandais de la Santé et de l'Aide sociale (THL): <http://www.thl.fi/thl-client/pdfs/d4782cad-3b09-471b-b80c-bb42f6f07ee6>

Il s'agit du premier manuel en Scandinavie destiné aux enfants et aux jeunes placés en soins alternatifs et il a été créé par le groupe de discussion et de développement Selviytyjät-Survivors. Le groupe se compose de 12 jeunes et jeunes adultes volontaires de 16 à 25 ans qui sont ou ont été placés en famille d'accueil. Il se réunit une fois par mois pendant 4 à 6 heures avec un psychologue faisant office de mentor et un directeur général. Le groupe travaille sous l'autorité de l'ONG finlandaise Pesäpuu - Centre d'expertise en protection de

l'enfance et est financé par l'Organisation finlandaise Slot Machine (RAY).

D'après la psychologue Johanna Barkman, "l'inclusion des jeunes dans le processus de développement est essentielle, car ils parlent de leur expérience et leurs opinions ont été vérifiées à de multiples reprises."

Les éléments de base du groupe sont de six ordres: 1) Curiosité : chaque jeune est intéressant ; 2) Le respect : un temps et un espace de partage, puisque la participation de chacun est jugée importante; chacun peut avoir une influence sur le cours des choses ; 3) La confiance : elle est le fruit d'actes et non de mots ; 4) Responsabilisation : Les expériences de participation ont des effets à long terme sur la vie d'un jeune 5) La diversité : il y a de la force dans la diversité et tout le monde peut apprendre les uns des autres ; 6) Potentiel : chaque personne est pleine de possibilités.

"Tous les jeunes placés doivent avoir des espoirs et des rêves. Un rêve pour que leur vie vaille la peine d'être vécue et de l'espoir pour réaliser ces rêves "(dans : Messages des jeunes aux jeunes)

En 2010, le groupe de survivants a commencé à travailler sur le manuel "*We believe in you, so should you*" (Nous croyons en vous, vous devriez aussi). À l'automne 2010, le groupe a organisé le premier séminaire pour les enfants et les jeunes placés, qui s'est tenu en Finlande. Les participants au séminaire ont émis beaucoup d'idées qui ont eu un impact majeur sur le livre. Le groupe a ensuite édité le livre qui a finalement été publié et présenté en octobre 2011 à 800 participants de la conférence nationale de l'Union centrale finlandaise pour le bien-être des enfants. Les partenaires de projet pour le manuel sont l'Union centrale finlandaise pour le bien-être des enfants et le Médiateur pour les enfants en Finlande. Les médias finlandais ont montré un vif intérêt pour le manuel et les membres du groupe ont été interviewés à la télévision et à la radio et dans plusieurs journaux et magazines, ils ont également présenté le manuel dans des forums internationaux, en Suède, au Danemark, en République tchèque et au Canada.

3.3. Participation des jeunes aux décisions à Mosfellsbaer, Islande

Adresse e-mail: Unnur V. Ingólfssdóttir, Unnur@mos.is

Le Conseil de la jeunesse de Mosfellsbaer offre un espace de discussion et de coopération aux jeunes de 13 à 20 ans. Il veille à ce que la voix des jeunes soit entendue par l'administration de la municipalité et le conseil municipal, il renforce les liens entre les élèves / étudiants et les autorités de la ville et éduque les jeunes sur le vote et la représentation démocratique.

Le Conseil de la jeunesse est opérationnel depuis 2008 et se compose de trois représentants de chaque école secondaire et de trois représentants de chaque école du secondaire supérieur. Les réunions ont lieu une fois par mois pendant l'année scolaire et une réunion est tenue en commun avec les représentants de la mairie.

Les questions abordées lors des réunions sont les loisirs, les sports, l'éducation, mais aussi quelques questions relatives aux transports, la planification et les problèmes

3.6. Participation des enfants à des activités récréatives et de loisirs, Belgique

Contact: Julien Van Geertsom, Président du service public fédéral belge de la planification pour l'intégration sociale

Les centres publics d'aide sociale belges ont pris tout au long de l'année 2010 et 2011 des mesures spécifiques pour lutter contre la pauvreté des enfants, principalement pour promouvoir la participation sociale et culturelle des enfants, comme le soutien parental (soins de santé, hygiène, alimentation, équilibre entre vie professionnelle et familiale), les services scolaires (frais de scolarité, écoles de devoirs), le soutien psychologique aux enfants ou parents (consultation d'un spécialiste, gestion du stress, émotions et douleur), le soutien paramédical (prothèses auditives et lunettes), l'aide à l'achat de matériel pédagogique ou des actions spécifiques destinées aux enfants (excursions et abonnements à des clubs sportifs).

Conclusion

Ce document a donné un aperçu des activités des services pour enfants universels et spécialisés de différents organismes et des cadres politiques qui encouragent la participation des enfants aux décisions qui touchent leur vie. ESN a examiné ces questions à son séminaire d'automne 2011 "Investir dans les enfants" (14-15 novembre) et a contribué à la Recommandation attendue de la Commission européenne sur la pauvreté des enfants. En décembre 2011, ESN a participé à une consultation des parties prenantes avec la Commission européenne et plusieurs responsables gouvernementaux nationaux sur le développement de la Recommandation. Avec les exemples de bonnes pratiques présentés dans ce document, ESN s'efforce d'assurer la reconnaissance de l'importance du travail coordonné entre les services qui travaillent avec les enfants, ainsi que de la mise en place de cadres politiques qui encouragent la participation des enfants aux décisions qui touchent leur vie.

De plus amples informations sont disponibles sur le site d'ESN : <http://www.esn-eu.org/e-news-nov11-autumn-seminar1/index.htm>. Veuillez vous référer aux présentations du Royaume-Uni, de la France et de la Hongrie pour les études de cas nationaux sur la coopération entre les services de garde des jeunes enfants et les services de protection de l'enfance.

Contact: Alfonso Lara Montero, chargé des politiques et de la recherche,
alfonso.montero@esn-eu.org / 00 44 1273 739 039